

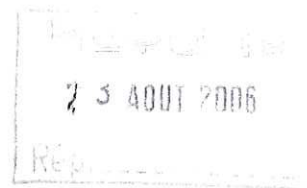
**SOUS-PREFECTURE DE  
VILLEFRANCHE SUR SAÔNE**

Villefranche sur Saône, le 16/08/2006

**Bureau des relations avec les  
collectivités territoriales**

**69658 VILLEFRANCHE CEDEX**

Affaire suivie par Mlle BELLUZZO  
Téléphone 04-74-62-66-45



## **ACCUSE DE RECEPTION**

**d' une décision relative à une  
autorisation d'occupation du sol.**

Nature de l'acte : **Autorisation d'aménager un camping**

Sens de la décision : **Positif**

Numéro : **AC . 69 . 234 . 06 . 00001 . 0**

Sollicité par : **M BRETONNIER Frédéric**

Concernant un terrain situé:

**69490 Saint-Romain-de-Popey  
Le Guerret**

**Dossier reçu le mercredi 16 août 2006**

**NB: Le présent accusé de réception ne préjuge pas:**

- de la légalité de l'acte susvisé,
- du caractère complet du dossier.



COMMUNE  
ST ROMAIN DE POPEY

**AUTORISATION D'AMENAGER UN TERRAIN  
DE CAMPING ET DE CARAVANAGE**  
DELIVREE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

DESCRIPTION DE LA DEMANDE D'AUTORISATION		référence dossier :
Déposée le 01/04/2006	Complétée le 19/04/2006	N°AC6923406T0001
Par : Demeurant à :	M. BRETONNIER FRÉDÉRIC le Guerret 69490 ST ROMAIN DE POPEY	
Représenté par : Pour :	aménagement d'un camping pour 36 emplacements et 6 chalets	SHOB : 288m2
Sur un terrain sis :	le Guerret 69490. ST ROMAIN DE POPEY	SHON : 210M2

Le Maire :

Vu la demande d'autorisation susvisée,  
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 443-1 et suivants, R 443-7 et suivants,  
Vu le Plan d'Occupation des Sols approuvé le 2/11/1981 et modifié le 14/06/2000 ;  
Vu l'avis de la Commission Départementale de l'Action Touristique en date du 24.07.2006.  
Vu l'avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours en date du 29.06.2006.  
Vu l'avis du syndicat Intercommunal d'assainissement du Pays de Tarare en date du 05.07.2006.  
Vu l'avis de la SDEI en date du 07.07.2006.  
Vu l'avis du SYDER en date du 12.05.2006.  
Vu les **plans de masse et d'aménagement modifiés** fournis le 19.04.2006.

**ARRETE**

**ARTICLE UNIQUE:** sont accordés les travaux décrits dans la demande susvisée.

**Sous les réserves suivantes :**

Le prescriptions de la Commission Départementale de l'Action Touristique et de la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours figurant dans les avis ci-joints seront strictement respectées.  
Les toitures des chalets seront de coloration terre cuite naturelle **rouge**.  
Votre projet est soumis au versement de la Taxe Locale d'Equipement, de la Taxe Départementale pour le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement et la Taxe Départementale pour les Espaces Naturels Sensibles.

LE 08 AOÛT 2006

LE MAIRE

François MICHALLET



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 421-2-4 du Code de l'Urbanisme.  
Elle est exécutoire à compter de sa transmission.





PREFECTURE DU RHONE

Lyon, le 24 JUL. 2006

DIRECTION DES ACTIONS  
INTERMINISTERIELLES

Bureau de l'aménagement, du développement  
et des infrastructures

Affaire suivie par Mme VIALLY et M. MICHEL  
Tél : 04 72 61 6158 ou 65 19  
Fax : 04 72 61 65 66  
Réf à rappeler : DAI/2006/1AVIS AIRE NAT  
CHAPONNAY



Le Préfet du Rhône

à

Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement  
Subdivision de l'Équipement de TARARE  
3 rue Pierre Sémard  
BP 146  
69173 TARARE CEDEX

**OBJET** : Aménagement d'un terrain de camping

**REFER** : Votre dossier N° AC23406T0001 du 18 mai 2006  
Affaire suivie par M. Jacques THIVOYON

**P.JTE** : L'exemplaire du dossier

Dans le cadre de l'instruction de la demande d'aménagement du terrain de camping des Cerisiers à SAINT ROMAIN DE POPEY (69490), vous avez sollicité l'avis de la Commission Départementale de l'Action Touristique (C.D.A.T.).

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint, les avis formulés par un certain nombre de membres de cette commission consultés par écrit :

Direction Départementale des Affaires Sanitaires : pour obtenir un classement tourisme en catégorie 3\*, il sera nécessaire d'ajouter 2 lavabos dont 1 en cabine et l'autre individuel.

Direction Départementale de l'Équipement : les conditions d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite requises pour un classement en catégorie 3\* ne sont pas réunies (bloc sanitaire manquant).

.../...



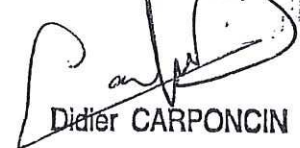
Fédération Française de Camping Caravaning : plusieurs points réglementaires ne sont pas appliqués :

- pour un classement en 3\*, il doit y avoir plus de 50 % des emplacements « tourisme »
- entre les emplacements N° 13 et 14, il faut prévoir une clôture naturelle ou artificielle autour de la mare
- dans le règlement intérieur, au niveau des matériels agricoles, il est stipulé qu'il est strictement interdit aux enfants et aux adultes de toucher aux engins stationnés dans le hangar ou à proximité.
- le personnel de l'accueil doit parler au moins 2 langues étrangères dont l'anglais
- la durée d'ouverture de l'accueil (de 18 H à 19 H) est trop restrictive pour un camping permanent 3\*, d'autant plus que le téléphone obligatoire à disposition du public se situe dans ce bureau.

*Le Préfet,*

Pour le Préfet et par délégation

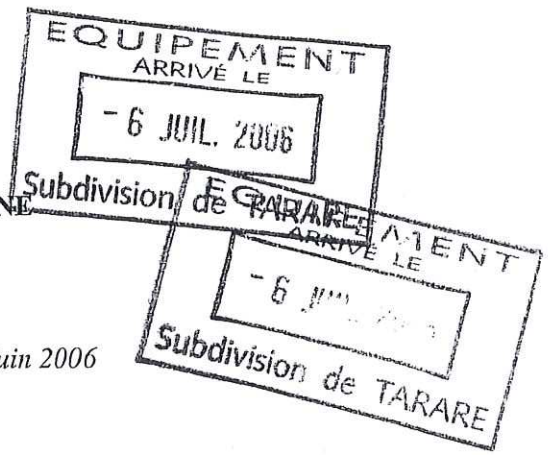
Le Directeur,



Didier CARPONCIN



PREFECTURE DU RHONE



SERVICE DEPARTEMENTAL  
D'INCENDIE ET DE SECOURS

Lyon, le 29 Juin 2006

Direction de la prévention et  
de l'organisation des secours  
Groupement prévention des risques

Affaire suivie par Cne Luc MOLLIER/SP  
Tél : 04 72 60 50 26  
Fax : 04 72 60 59 67  
lmollier@sdis69.fr

Monsieur le directeur départemental de l'équipement  
subdivision de Tarare  
3 rue Pierre Séward  
BP 146  
69173 TARARE CEDEX

Objet : agrandissement terrain de camping  
à St Romain de Popey

Vous sollicitez l'avis du service départemental d'incendie et de secours du Rhône sur l'agrandissement du terrain de camping du Guerret à Saint Romain de Popey passant de 25 à 36 emplacements.

En complément de la réglementation relative à la sécurité des occupants (loi n° 93.24 du 8 janvier 1993, décret n° 94.614 du 13 juillet 1994, circulaire et note technique du 6 février 1995...), je vous précise les conditions d'accessibilité aux engins des services de secours et de lutte contre l'incendie ainsi que la défense hydraulique afférentes.

Le projet prévoit l'aménagement d'un terrain de camping de 9900 m<sup>2</sup>, situé au Guerret, route de Savigny à Saint Romain de Popey.

L'accès aux engins des services de secours est possible depuis la voirie existante.

En matière de défense incendie, le débit nécessaire sur la zone est de 60 m<sup>3</sup>/heure. Il peut être constitué, soit par un poteau d'incendie normalisé situé à moins de 200 m de l'emplacement le plus éloigné, soit par un dispositif de substitution prévus dans la circulaire du 10 décembre 1951 (réserve d'eau naturelle, citerne, piscine...).

Pour tout renseignement relatif à la défense incendie, le pétitionnaire s'adressera au :

Service départemental d'incendie et de secours du Rhône  
Groupement analyse et couverture des risques  
146 rue Pierre Corneille  
69426 LYON CEDEX 03

Pour le préfet,  
Le directeur départemental adjoint  
des services d'incendie et de secours,

  
Colonel Bertrand KAISER







Centre Régional  
Rhône Saône

•  
Agence Pontcharra/Turdine

Rue de la commanderie

69490 Pontcharra sur Turdine

•  
N°AZUR 0810 544 544  
Télécopie 04 74 05 91 02

Pontcharra, le 07/07/2006

N/Réf **PC 00806t0006**

Affaire suivie par : M.GIRERD. 06.70.20.89.03

Objet : bertthollier alexandre le brézet 69490 ANCY

Monsieur,

En réponse à votre demande citée en objet, et tel qu'il en ressort des pièces constitutives du dossier, nous formulons les remarques suivantes :

EAU POTABLE :

L'alimentation en eau potable de la parcelle, telle que référencée sur le **CU**, pourra être réalisée depuis la conduite **FONTE ø 100** situé sous **la route départementale**.

Le poteau incendie ø **100** situé à environ **110 m** de la parcelle avait, au moment des essais, un débit de **32 m3/h**.

Les branchements domestiques restent à la charge du demandeur.

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Michel GIRERD  
Responsable Travaux





105

REPUBLIQUE FRANCAISE



DÉPARTEMENT du RHONE

ARRONDISSEMENT  
De VILLEFRANCHE

SECTION De TARARE

3 rue de la Venne  
69170 TARARE

**EXTRAIT DU PROCES VERBAL DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU COMITE SYNDICAL**

N° Siret :  
25690203200026  
Tel : 04 74 10 03 32

Date de convocation : 21 juin 2006  
Le comité Syndical  
S'est réuni au siège du SIAPT, 3 rue de la Venne, 69170 TARARE  
Sous la présidence de M. NOVE, Président

**Présents:**

Affoux	M DUPERRAY Raymond	
Ancy	Melle DE SAINT JEAN-Christine	M. BERNARD Bruno
Dareizé	Mme ISOARDI Claudette	M. GIRARDON
Les Olmes	M. VIVERT Lucien	
Pontcharra / Turdine	M. NOVE Jacques	M. LOUAT Jean Christophe
St Forgeux	M. LARROCHETTE Jacques	Mme DUJARDIN Chantal
St Loup	M. ESSERIC Michel	Mme BAILLET Martine
St Marcel l'Eclairé	M. DELORME Jean	Mme COULON Joelle
St Romain de Popey	M. DESBOIS Pierre	M. GIRAUD Pascal

Absents : M. COMBY,

Absents Excusés : Claudette, M. LAURENT Bernard

Secrétaire élu : Melle DE SAINT JEAN

**Taxe de raccordement pour le camping privé de St Romain de Popey**

Après vérification et concertation,

Vu le réseau existant dans le camping privé de St Romain de Popey,

Et après délibérations,

Le Conseil Syndical décide de ne pas attribuer de taxe de raccordement aux chalets qui seront implantés sur le périmètre du camping.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et ans susdits.

Pour copie conforme

Le Président M. NOVE

**SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ASSAINISSEMENT**

**DU PAYS DE TARARE (Rhône)**

3, rue de la Venne - 69170 TARARE





Monsieur Le subdivisionnaire  
DDE de Tarare  
BP 146  
69173 TARARE Cedex

Tarare, le 5 mai 2006

Objet : demande de AC du Camping de St Romain de Popey  
Réf : AC23406T0001

Monsieur Le Subdivisionnaire,

Vu le dossier de demande de certificat d'urbanisme n° AC23406T0001 concernant le camping de St Romain de Popey Vu l'implantation de la canalisation d'assainissement située à proximité de la parcelle,

Le Syndicat Intercommunal d'Assainissement du Pays de Tarare émet un avis favorable à ce projet, sous réserve que les travaux soient exécutés conformément au règlement de service du Syndicat Intercommunal d'Assainissement du Pays de Tarare.

Je vous prie d'agréer, Monsieur Le Subdivisionnaire, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Président  
M. NOVE



**SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ASSAINISSEMENT  
DU PAYS DE TARARE (Rhône)**  
3, rue de la Venne - 69170 TARARE







LYON, LE 12 mai 2006  
VOS REF AC 234 06 T 0001  
NOS RÉF. 2006-1555/JA  
CONTACT Lt TRE VIA  
TÉLÉPHONE 04 72 60 50 28  
TÉLÉCOPIE 04 72 60 59 67  
COURRIEL jctre via@sdis69.fr

**Aménagement camping  
Le Guerret à St Romain de Popey**

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DU RHÔNE



Monsieur le directeur départemental de l'équipement  
Subdivision de l'équipement de tarare  
3 rue Pierre Semard  
BP 146  
69173 TARARE CEDEX

Suite à la consultation du dossier cité en référence, le service départemental d'incendie et de secours n'est pas compétent pour fixer les règles de sécurité des terrains de camping et de stationnement des caravanes (décret 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret 97-645 du 31 mai 1997).

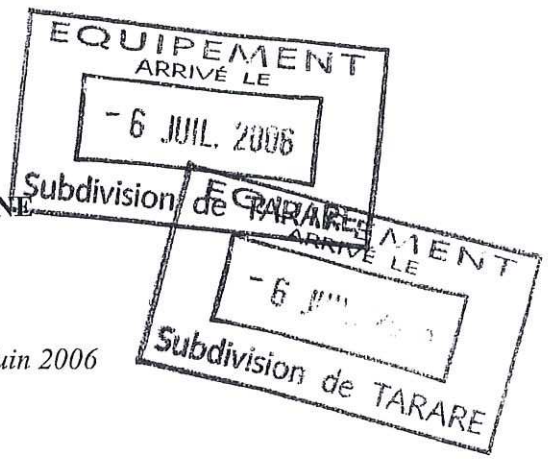
Aussi, l'examen de ce dossier doit être réalisé par la sous-commission départementale pour la sécurité des terrains de camping et de stationnement des caravanes.

Toutefois, la défense incendie du site devra être assurée par un poteau d'incendie normalisé assurant un débit de 60 m<sup>3</sup>/heure placé à proximité immédiate d'une voie utilisable par les engins de lutte contre l'incendie.

Pour le directeur départemental  
des services d'incendie et de secours,  
Commandant Jean Marc LEAL  
Chef du groupement prévention des risques



PREFECTURE DU RHONE



SERVICE DEPARTEMENTAL  
D'INCENDIE ET DE SECOURS

Lyon, le 29 Juin 2006

Direction de la prévention et  
de l'organisation des secours  
Groupement prévention des risques

Affaire suivie par Cne Luc MOLLIER/SP  
Tél : 04 72 60 50 26  
Fax : 04 72 60 59 67  
lmollier@sdis69.fr

*Monsieur le directeur départemental de l'équipement  
subdivision de Tarare  
3 rue Pierre Sépard  
BP 146  
69173 TARARE CEDEX*

Objet : agrandissement terrain de camping  
à St Romain de Popey

Vous sollicitez l'avis du service départemental d'incendie et de secours du Rhône sur l'agrandissement du terrain de camping du Guerret à Saint Romain de Popey passant de 25 à 36 emplacements.

En complément de la réglementation relative à la sécurité des occupants (loi n° 93.24 du 8 janvier 1993, décret n° 94.614 du 13 juillet 1994, circulaire et note technique du 6 février 1995...), je vous précise les conditions d'accessibilité aux engins des services de secours et de lutte contre l'incendie ainsi que la défense hydraulique afférentes.

Le projet prévoit l'aménagement d'un terrain de camping de 9900 m<sup>2</sup>, situé au Guerret, route de Savigny à Saint Romain de Popey.

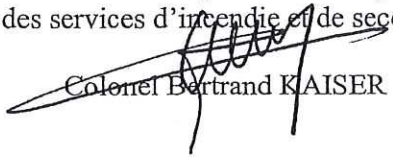
L'accès aux engins des services de secours est possible depuis la voirie existante.

En matière de défense incendie, le débit nécessaire sur la zone est de 60 m<sup>3</sup>/heure. Il peut être constitué, soit par un poteau d'incendie normalisé situé à moins de 200 m de l'emplacement le plus éloigné, soit par un dispositif de substitution prévus dans la circulaire du 10 décembre 1951 (réserve d'eau naturelle, citerne, piscine...).

Pour tout renseignement relatif à la défense incendie, le pétitionnaire s'adressera au :

Service départemental d'incendie et de secours du Rhône  
Groupement analyse et couverture des risques  
146 rue Pierre Corneille  
69426 LYON CEDEX 03

Pour le préfet,  
Le directeur départemental adjoint  
des services d'incendie et de secours,

  
Colonel Bertrand KAISER



PREFECTURE DU RHONE

Lyon, le 24 JUL. 2006

DIRECTION DES ACTIONS  
INTERMINISTERIELLES

Bureau de l'aménagement, du développement  
et des infrastructures

Affaire suivie par Mme VIALLY et M. MICHEL  
Tél : 04 72 61 6158 ou 65 19  
Fax : 04 72 61 65 66  
Réf à rappeler : DAI/2006/1AVIS AIRE NAT  
CHAPONNAY



Le Préfet du Rhône

à

Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement  
Subdivision de l'Équipement de TARARE  
3 rue Pierre Sépard  
BP 146  
69173 TARARE CEDEX

**OBJET** : Aménagement d'un terrain de camping

**REFER** : Votre dossier N° AC23406T0001 du 18 mai 2006  
Affaire suivie par M. Jacques THIVOYON

**P.JTE** : L'exemplaire du dossier

Dans le cadre de l'instruction de la demande d'aménagement du terrain de camping des Cerisiers à SAINT ROMAIN DE POPEY (69490), vous avez sollicité l'avis de la Commission Départementale de l'Action Touristique (C.D.A.T.).

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint, les avis formulés par un certain nombre de membres de cette commission consultés par écrit :

Direction Départementale des Affaires Sanitaires : pour obtenir un classement tourisme en catégorie 3\*, il sera nécessaire d'ajouter 2 lavabos dont 1 en cabine et l'autre individuel.

Direction Départementale de l'Équipement : les conditions d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite requises pour un classement en catégorie 3\* ne sont pas réunies (bloc sanitaire manquant).

.../...






Fédération Française de Camping Caravaning : plusieurs points réglementaires ne sont pas appliqués :

- pour un classement en 3\*, il doit y avoir plus de 50 % des emplacements « tourisme »
- entre les emplacements N° 13 et 14, il faut prévoir une clôture naturelle ou artificielle autour de la mare
- dans le règlement intérieur, au niveau des matériels agricoles, il est stipulé qu'il est strictement interdit aux enfants et aux adultes de toucher aux engins stationnés dans le hangar ou à proximité.
- le personnel de l'accueil doit parler au moins 2 langues étrangères dont l'anglais
- la durée d'ouverture de l'accueil (de 18 H à 19 H) est trop restrictive pour un camping permanent 3\*, d'autant plus que le téléphone obligatoire à disposition du public se situe dans ce bureau.

*Le Préfet,*

Pour le Préfet et par délégation

Le Directeur,



Didier CARPONCIN



Monsieur le Maire

En Mairie

69490 ST ROMAIN DE POPEY

AFFAIRE SUIVIE PAR M. KERNEIS

✉ [herve.kerneis@syder.fr](mailto:herve.kerneis@syder.fr)

N/Réf : HK/VT



Objet : INSTRUCTION DE DEMANDE D'AUTORISATION DE CONSTRUIRE

Alimentation électrique au lieu-dit "Le Guerret"

N° parcelle(s) : section B n° 425 et 426

Demandeur : M. BRETONNIER Frédéric

DDE Subdivision de Tarare

Références DDE : AC 069 234 06 T 0001

Références SYDER : AC 1216

Ecully, le 12 MAI 2006

Monsieur le Maire,

J'ai l'honneur de vous informer que j'ai été sollicité par les services de la DDE pour émettre un avis sur une demande concernant la parcelle référencée en objet.

Cette demande peut être traitée dans les conditions exposées ci-dessous.

Concernant l'alimentation électrique :

Le réseau électrique public est existant à proximité immédiate du tènement. L'alimentation électrique ne nécessite donc pas d'extension du réseau public d'énergie électrique.

Concernant le raccordement :

La desserte électrique intérieure des différents lots et le raccordement du lotissement au réseau public seraient financés et réalisés par le lotisseur, avec remise gratuite des ouvrages correspondants à EDF pour exploitation.

Concernant le renforcement du réseau public d'électricité :

La capacité du réseau existant sera amoindrie, du fait de ce besoin nouveau à satisfaire. Ainsi, une décision d'urbanisation de ce secteur peut entraîner, à terme, la nécessité de son renforcement.

Le cas échéant, ces travaux seraient réalisés par le SYDER et financés selon ses règles d'intervention habituelles en matière de renforcement, à savoir une répercussion à la commune de la charge résiduelle, après déduction des subventions et abattement éventuels.



Aucune participation ne pourra néanmoins être imputée à ce titre au pétitionnaire.

Je vous demande de bien vouloir informer la Direction Départementale de l'Équipement, service instructeur - avec copie au SYDER -, de la suite que vous comptez donner à cette affaire.

Mes services restent à votre disposition pour tous renseignements complémentaires, si nécessaire.

Je vous prie de croire, Monsieur le Maire, en l'expression de mes salutations les meilleures.

Le Président,  
Vice-Président du Conseil Général,

Maurice POUILLY



Pièces jointes :

Plan au 1/2 000 des réseaux existants

Copie pour information :

DDE : La présente vaut réponse motivée à votre consultation du 27/04/2006  
[ci-joint votre dossier en retour]

---

Avis de la municipalité :

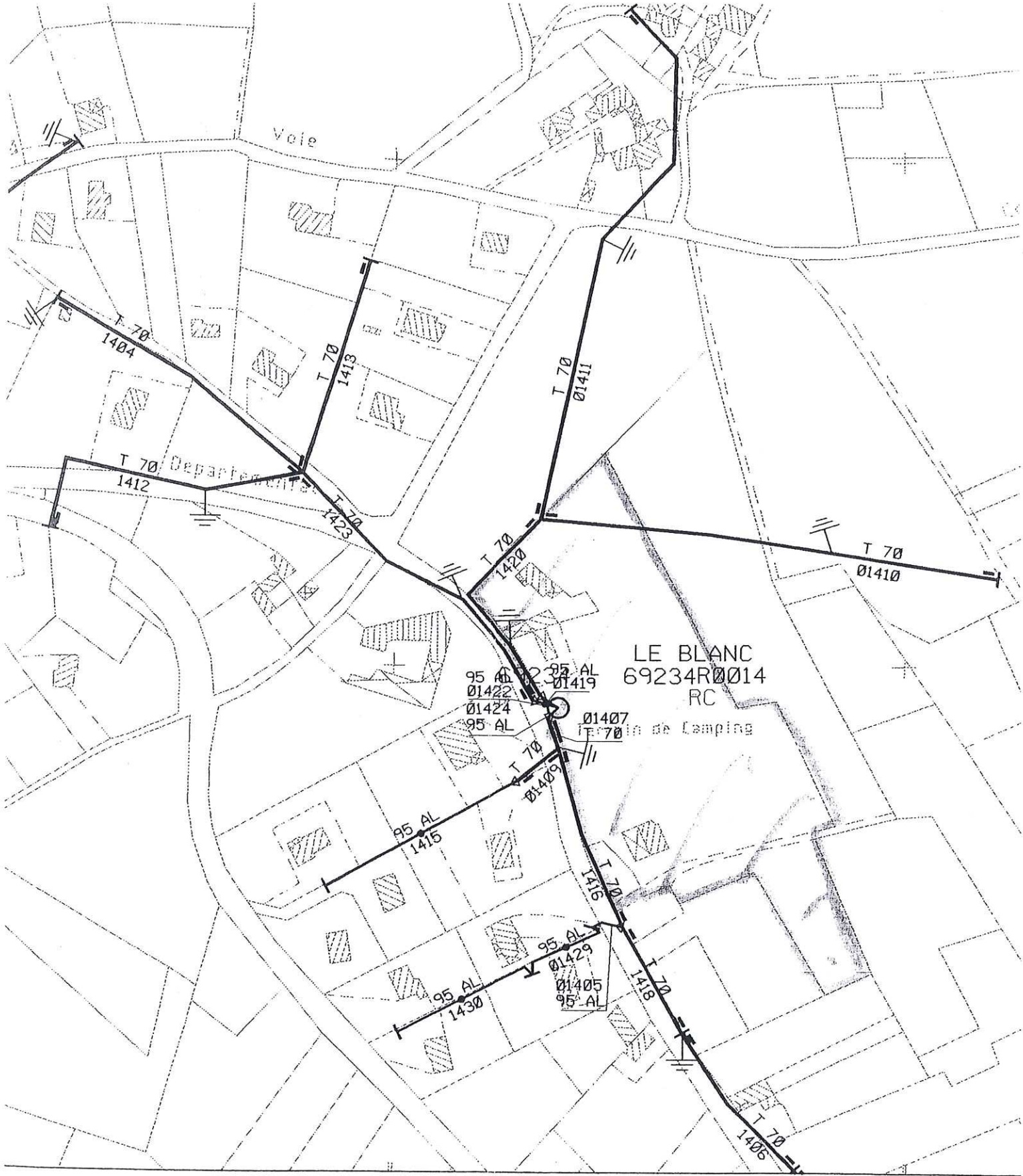
A

, le

Le Maire,

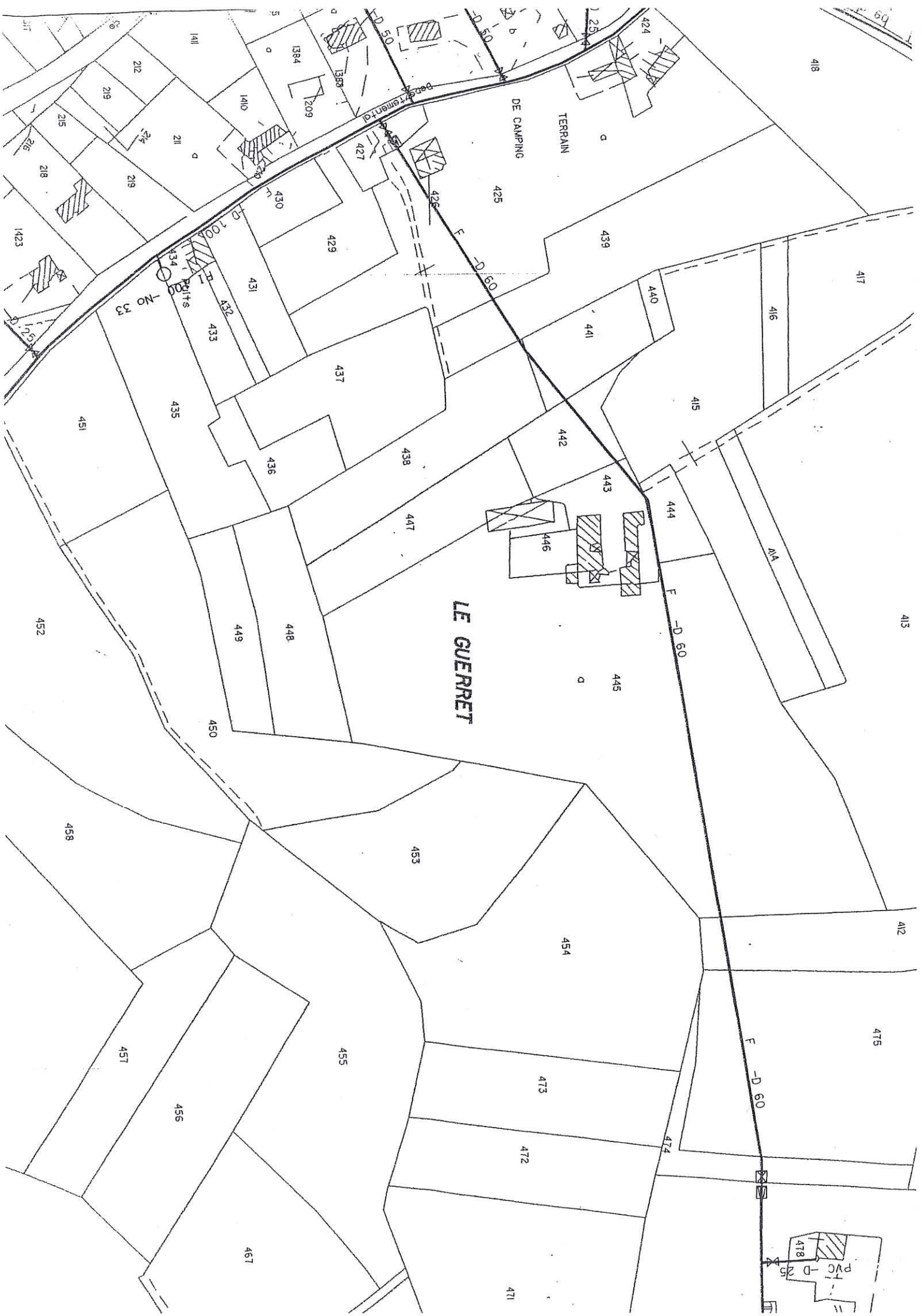






Souterrain	Aérien	Aérien torsadé	Postes HTA/BT
			Distribution publique
			Client
			Microcentrale





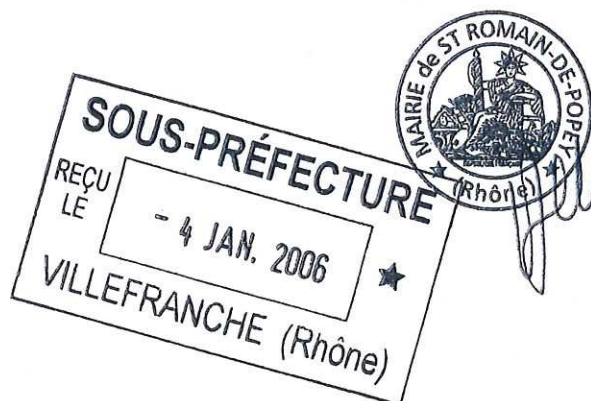




Département du RHONE

**SAINT-ROMAIN-DE-POPEY**

**REVISION SIMPLIFIEE DU P.O.S**



**RAPPORT DE PRESENTATION**

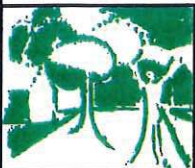


Phase : Approbation de la révision simplifiée n°2 du P.O.S. "Vu pour rester annexé à la délibération du 21/12/2005

PIECE N° 1

Date : 03 Aout 2005

**50 EME RUE**



**REALISATION URBANISME  
EQUIPEMENT**

13, Rue Général Miribel - 69007 LYON  
Tel 04.78.69.92.48

Modifications :

01	01,09,2004	Suite réunion avec les personnes associées
		du 31 Août 2005
02	13,12,05	Suite enquête publique

Responsable projet : Charles ZILLIOX

Dossier n° **05 - 27**



# PLAN DE SITUATION



COMMUNE DE SAINT - ROMAIN  
DE - POPEY

REVISION SIMPLIFIEE

Plan de Situation

Le 1 Septembre 2005

ech : 1/25 000ème

(Sources : IGN Série BLEUE 3132R)

CONCEPTEUR BUREAU D'ETUDE

50 EME RUE

REALISATIONS URBANISME

EQUIPEMENT

13, Rue Général de Marbel - 69007 LYON

Tél 04.78.05.92.48 - Fax 04.78.69.47.77



# RAPPORT DE PRESENTATION

La commune de SAINT-ROMAIN-DE-POPEY est dotée d'un Plan d'Occupation des Sols approuvé le 2 Novembre 1981. Il a été modifié la première fois par délibération le 22 février 1984. Une seconde modification a été approuvée le 13 février 1998. Une troisième modification a été approuvée en date du 14 Juin 2000. Enfin, une quatrième modification a été approuvée le 19 juillet 2005.

La révision n° 1 du Plan d'occupation des sols a été approuvée le 2 mars 1989.

Le conseil municipal par délibération du 3 Mai 2005 a décidé de mettre en révision simplifiée le P.O.S de la commune pour une question d'intérêt général permettant la création d'une zone de loisirs pour classer le camping des Cerisiers dans un zonage approprié.

La loi Urbanisme et Habitat du 2 Juillet 2003 permet cette révision simplifiée.

## CADRE JURIDIQUE

Depuis l'entrée en vigueur de la loi S.R.U du 13 décembre 2000 et de la loi U.H du 2 juillet 2003, les révisions simplifiées sont possibles pour les P.O.S, conformément à l'article L123-19 du Code de l'Urbanisme.

Cette révision est initiée par le Maire de la commune lorsque la révision a pour seul objet la réalisation d'une construction ou d'une opération à caractère public ou privé, présentant un intérêt général pour la commune ou tout autre collectivité.

Cette révision simplifiée donne lieu à un examen conjoint des personnes publiques associées (article L 123-9)

Le dossier de l'enquête publique comprendra une notice présentant la construction ou l'opération d'intérêt général.

Ci-après, le schéma de déroulement des opérations.

Monsieur le Maire organise:

- sous les directives du Conseil Municipal, la concertation
- l'enquête publique.

Le Conseil Municipal approuve le projet (éventuellement modifié pour tenir compte des résultats de l'enquête publique) par une délibération du Conseil Municipal.

## OBJET DE LA PROCEDURE

La présente procédure a pour objet la modification du plan de zonage. Une partie de la zone NCb au lieudit « Le Guerret » est déclassée. Ces terrains sont reclassés en zone NDt dont le règlement général s'applique. Un indice 1 est créé afin que l'activité du terrain de camping puisse perdurer et que la capacité d'accueil puisse augmenter.



## **CARACTERE D'INTERET GENERAL DE LA REVISION**

Le secteur concerné par la révision correspond aux terrains situés au lieudit «Le Guerret». La délibération du Conseil Municipal précise que le projet envisagé est d'intérêt général.

Le projet contient:

- la création d'une zone NDt1 au détriment de la zone NCb pour une surface de 9 900 m<sup>2</sup> doit permettre la pérennité du camping. En effet, si aucune modification de zonage n'intervient, ce camping ne pourrait être qu'une aire naturelle et serait obligatoirement fermé 6 mois par an. Le changement de zonage permettra au camping de devenir "Camping classé". Il respectera la Charte des gîtes de France et pourra fonctionner toute l'année. La pérennité du camping est d'intérêt général pour plusieurs raisons:
  - Le classement du site en "Camping classé" peut créer des emplois.
  - Le camping participe à travers ses occupants au commerce local (boulangerie, épicerie, restaurants de la commune.) et des communes voisines
  - Le camping permet de faire connaître la commune et de multiplier son nombre de participants aux manifestations locales. Il faut préciser qu'il n'y a pratiquement pas d'offre de campings entre Tarare et l'Arbresle et que celui-ci propose une offre permettant de promouvoir la région du Beaujolais, les Monts de Tarare, les circuits pédestres ...

Ce changement de zonage qui, à terme, doit permettre au camping de subsister, représente bien un caractère d'intérêt général pour la commune.

## **MODIFICATION DU PLAN DE ZONAGE**

Le classement en zone NDt1 d'une partie de la zone NCb. La création de cette zone NDt1 aura une surface de 9 900 m<sup>2</sup> au détriment de la zone NCb.

## **MODIFICATION DU REGLEMENT**

Le texte du titre "caractéristiques de la zone ND" est complété avec la nouvelle zone NDt1: "le secteur NDt 1 à vocation de terrain de camping."

Les articles 1 et 2 de la zone ND sont modifiés.

Dans l'article 1, est rajouté un nouveau point dans les occupations du sol admises.

Un petit c est créé : "Dans le secteur NDt1, seules les constructions liées à l'activité du terrain de camping sont autorisées."

La zone NDt1 contrairement à la zone NDt existante n'est consacrée qu'à l'activité de camping. Cette nouvelle zone permet la création d'une structure d'accueil des campeurs, caravaniers et utilisateurs de bungalows et ne s'étend pas aux activités de loisirs.

## ETAT DES TERRAINS MODIFIES

Les terrains concernés sont actuellement des terrains classés en zone agricole (NCb). Ils sont déjà occupés par un camping.

Ce dernier a été créé en 1975. A sa date de création, il n'y avait pas de bâti construit à proximité. Aujourd'hui, malgré le bâti existant habité à proximité, le camping s'intègre parfaitement dans le paysage existant. Il s'intègre aussi parfaitement par rapport aux activités agricoles environnantes. Il faut d'ailleurs signaler que l'existence de ce camping permet à son propriétaire qui exploite une surface de 4.5 hectares d'avoir un complément d'activité intéressant. En effet, cette exploitation n'est pas viable sans l'activité du camping.

L'objet de la révision simplifiée consiste à permettre que chaque emplacement de camping (30 % chalet ou bungalow, 30 % en caravanes et 30 % en tentes, ce sont des maximum) respecte les normes d'assainissement et de viabilité. S'il n'y a pas de modification de zonage, ce camping ne pourrait être qu'une aire naturelle et serait obligatoirement fermé 6 mois par an.

L'objet de la révision doit aussi permettre d'augmenter la capacité d'accueil du camping. Il y a aujourd'hui 25 emplacements pour une capacité de 75 à 80 personnes (le flux se répartit comme suit: 3 à 4 passages de mi-juin au 10 septembre restant de 1 à 10 jours et 15 à 20 stationnements à l'année ou une partie). La capacité devrait être portée à 30 après la Révision simplifiée.

La réunion avec les personnes associées permettra de recueillir les observations des différents organismes et services concernés.

## ENVIRONNEMENT ET NUISANCE

**NOTA:** Les photographies correspondent à des angles de prises de vue sur le terrain. Elles sont indiquées sur le plan en annexe (en bleu)



Figure 1



L'intégration du camping dans le paysage est tout à fait satisfaisante. A 500 mètres, la perception visuelle du camping (même en hiver quand la végétation n'a plus de feuille) est inexistante. L'œil ne perçoit que le paysage viticole et les collines boisées. L'exploitation agricole au second plan, qui marque le début de l'urbanisation du hameau du "Blanc" masque encore un peu plus la zone concernée par la Révision simplifiée.

Camping



Figure 2

A 100 mètres au sud de la zone, l'œil perçoit très légèrement le camping. Les caravanes se fondent dans la végétation qui pourtant n'a, ici, plus de feuille. On confond même ces habitats nomades avec les constructions en dur qui sont à proximité.

Le léger dévers présent au sud de la zone permet de minimiser la perception visuelle que l'on a des constructions et des aménagements. La présence de la colline à l'arrière plan écrase complètement les aménagements humains.

Camping

Route Départementale



Figure 3



La présence de la route Départementale qui surplombe le camping fait un barrage efficace aux nuisances éventuelles.

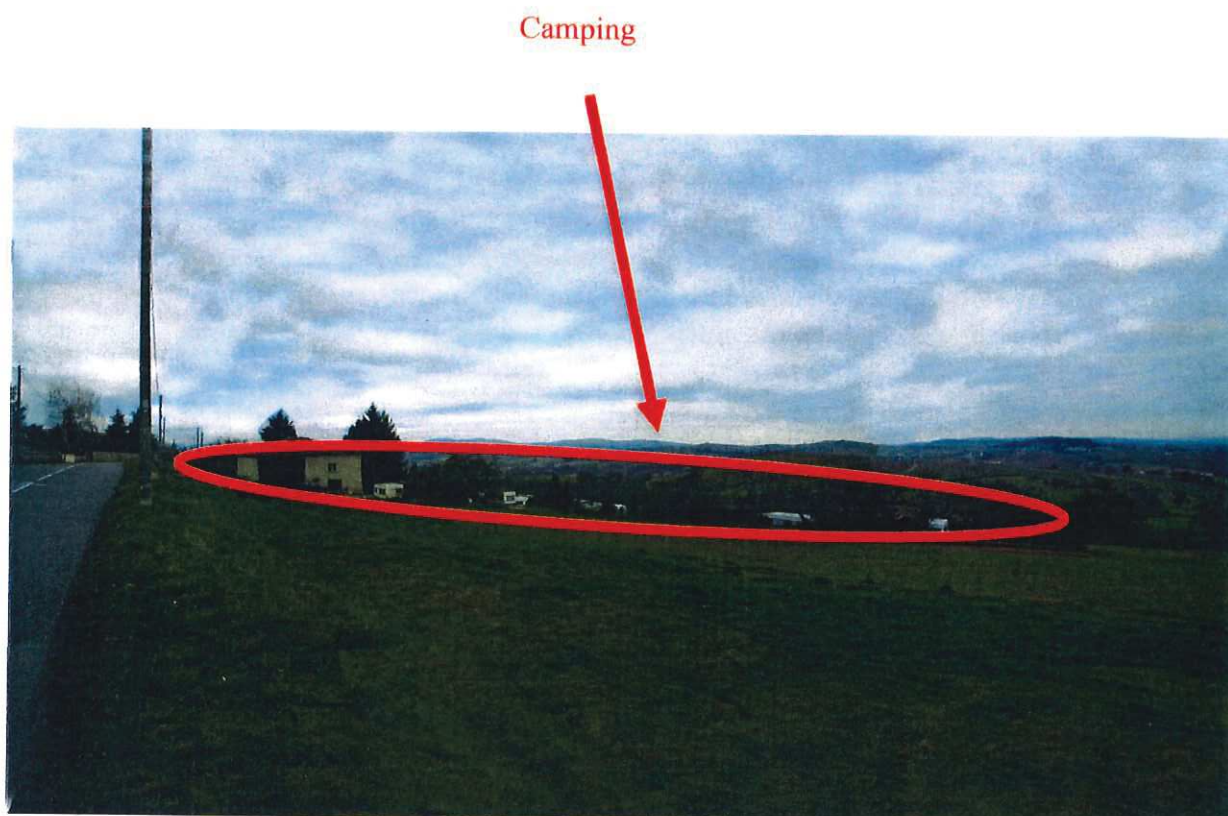
Par ailleurs les moyens d'animation proposés par la charte constituent un outil qui pourra aider le propriétaire à gérer des éventuels problèmes liés aux pollutions sonores et visuelles.

Depuis la route Départementale les caravanes ne sont que très peu visibles. D'une part, elles se situent en contrebas, et d'autre part elles sont disséminées dans un ancien verger très largement arboré (par des pommiers notamment.)



**Figure 4**

Sur cette photographie, nous constatons encore que l'intégration paysagère est remarquable. Les caravanes sont peu visibles. Elles sont cachées par la végétation composée d'arbres fruitiers et de conifères.



**Figure 5**

En venant de l'Est par la route Départementale, la perception visuelle est là aussi minime. L'urbanisation du secteur de se côté est minime; on ne note la présence que d'une seule habitation (à la place du photographe.)

### **CIRCULATION ET TRAFIC**

Le changement de zonage n'occasionnera aucune augmentation du trafic. L'entrée et la sortie du camping ne pose aucune difficulté; la visibilité est bonne ; d'environ 70 en venant de l'Est et de 25 en venant de l'Ouest. Il faut signaler que le stationnement et l'arrêt sur la voie publique seront interdits.

### **DESSERTE PAR LES RESEAUX**

Le camping est actuellement raccordé aux différents réseaux (eau potable, eau usée, électricité). La capacité des réseaux est suffisante. Elle l'est aussi en prévision de l'augmentation de la capacité d'accueil du camping.

### **CONCLUSION**

La création de la zone NDt1 au détriment de la zone NCb devrait permettre à terme, pour la commune de Saint-Romain-de-Popey d'avoir un camping classé respectant une charte de qualité et ainsi de promouvoir la région proche mais aussi la commune et toutes les activités

qui s'y déroulent. La création de cette zone devrait aussi permettre l'augmentation de la capacité d'accueil du camping au plus grand nombre de visiteurs.

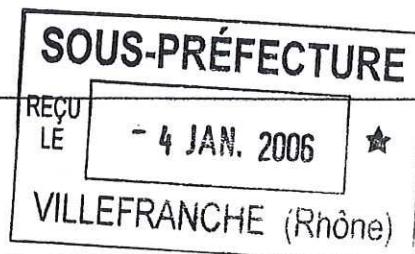




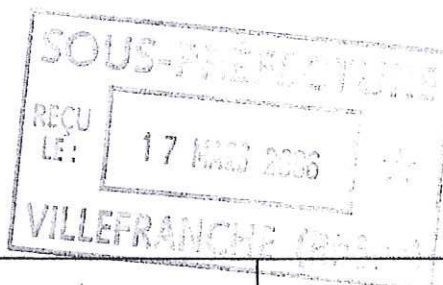
# COMMUNE DE SAINT-ROMAIN-DE-POPEY

## REVISION SIMPLIFIEE DU P.O.S.

Lieudit : "Le Guerret"



## REVISION SIMPLIFIEE N°2



### PLAN AVANT REVISION

Extrait du plan de zonage P.O.S. du 19/07/05

Pièce n°

2

Phase : Approbation de la révision simplifiée n° 2 du P.O.S. "Vu pour rester annexé à la délibération du 21/12/2005."

Date : 03 Aout 2005

CONCEPTEUR BUREAU D'ETUDE  
50 EME RUE



REALISATIONS URBANISME  
EQUIPEMENT

13, rue Gal de Miribel - 69 007 LYON  
Tél. 04.78.69.92.48 - Fax. 04.78.69.47.77

Echelle : 1/ 2 500ième

Modifications :

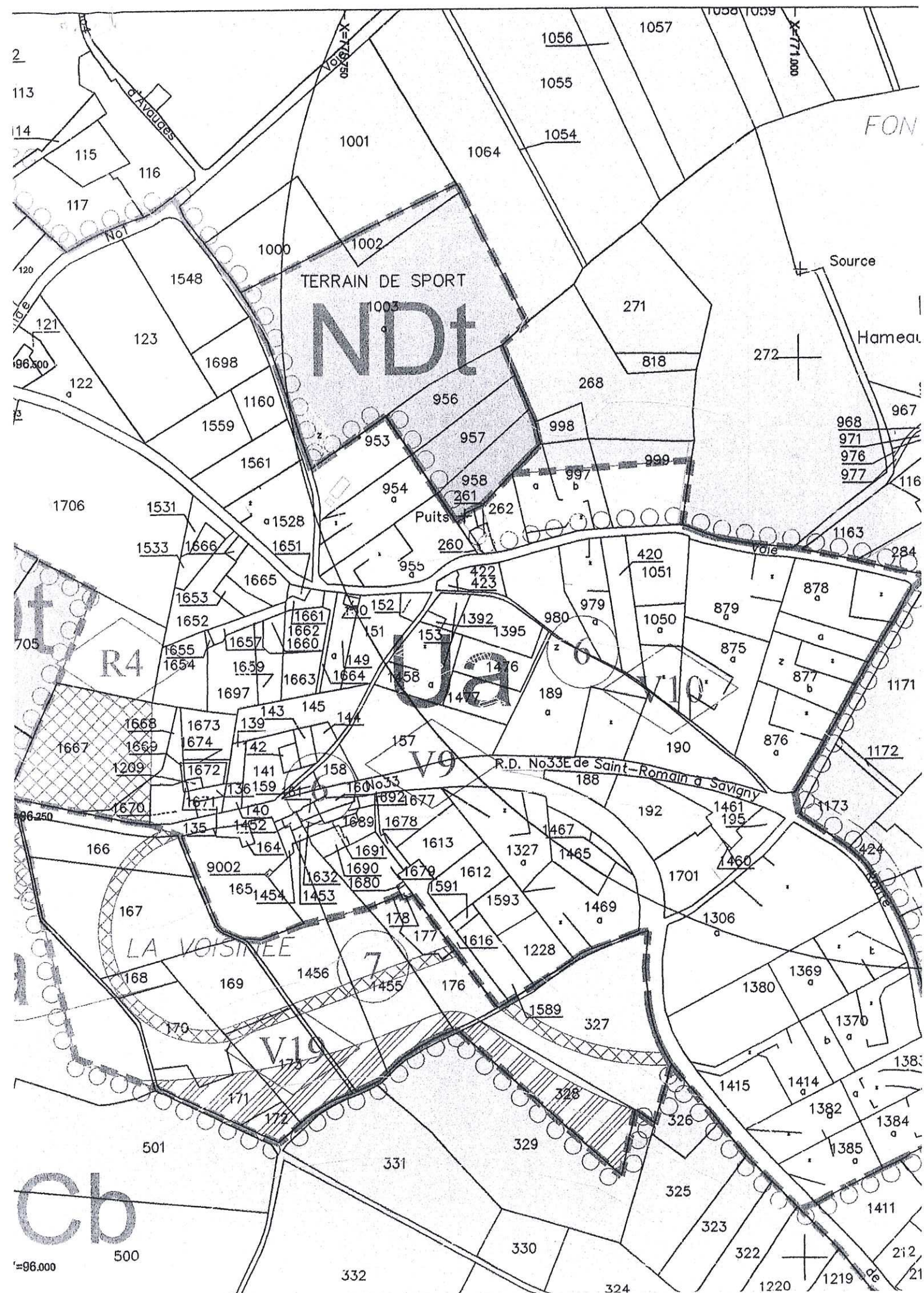
01	01.09.05	Suite réunion avec les personnes associées. du 31 Août 2005

Responsable projet : Charles ZILLIOX

Dossier n° 05 - 27











Département du RHONE  
**SAINT-ROMAIN-DE-POPEY**

**REVISION SIMPLIFIEE DU P.O.S**

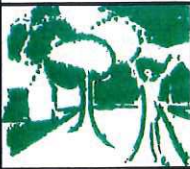


**NOTICE DE PRESENTATION DU PROJET ENVISAGE**



Phase : Approbation de la révision simplifiée n°2 du P.O.S. "Vu pour rester annexé à la délibération du 21/12/2005

ANNEXE I

		Date : 03 Aout 2005		
 <p><b>50 EME RUE</b> <b>REALISATION URBANISME EQUIPEMENT</b> 13, Rue Général Miribel - 69007 LYON Tel 04.78.69.92.48</p>	Modifications :			
	01	01.09.2005	Suite réunion avec les personnes associées	
			du 31 Août 2005	
Responsable projet : Charles ZILLIOX		Dossier n° 05 - 12		



# NOTICE DU PROJET ENVISAGE

Le classement en zone NDt 1 de terrains recevant déjà une activité liée au camping permet à ce dernier de se conformer à la loi.

Les terrains classés en zone NDt 1 sont déjà occupés par un terrain de camping. Après le classement en zone NDt 1 l'activité va perdurer sous la forme actuelle. La révision simplifiée va aussi permettre que la capacité d'accueil du camping soit augmentée. La capacité actuelle (25 emplacements actuellement) sera portée à 30. Cette augmentation n'entraînera pas de changement fondamental sur l'aménagement du camping; les réseaux actuels supporteront sans difficulté l'augmentation de la capacité d'accueil, la taille actuelle du camping ne sera pas modifiée.

Le classement de ce camping dans un zonage approprié lui permettra de pouvoir adhérer à une charte de qualité annexée au présent. Celle-ci aura des conséquences sur l'aménagement du camping, sur la qualité du service etc.

L'augmentation projetée de la capacité d'accueil n'aura aucune incidence sur l'existant. Il n'y aura pas de différence perceptible entre l'aspect général du camping aujourd'hui et demain.

Ci-joint la "Charte" à laquelle devra se conformer le camping: il ne s'agit pas ici d'une note de présentation du projet envisagé puisque la simple augmentation de la capacité d'accueil (+ 5 unités) ne nécessite pas une notice. Cette charte permet simplement de comprendre à quoi va se conformer le camping afin d'améliorer son offre de service.

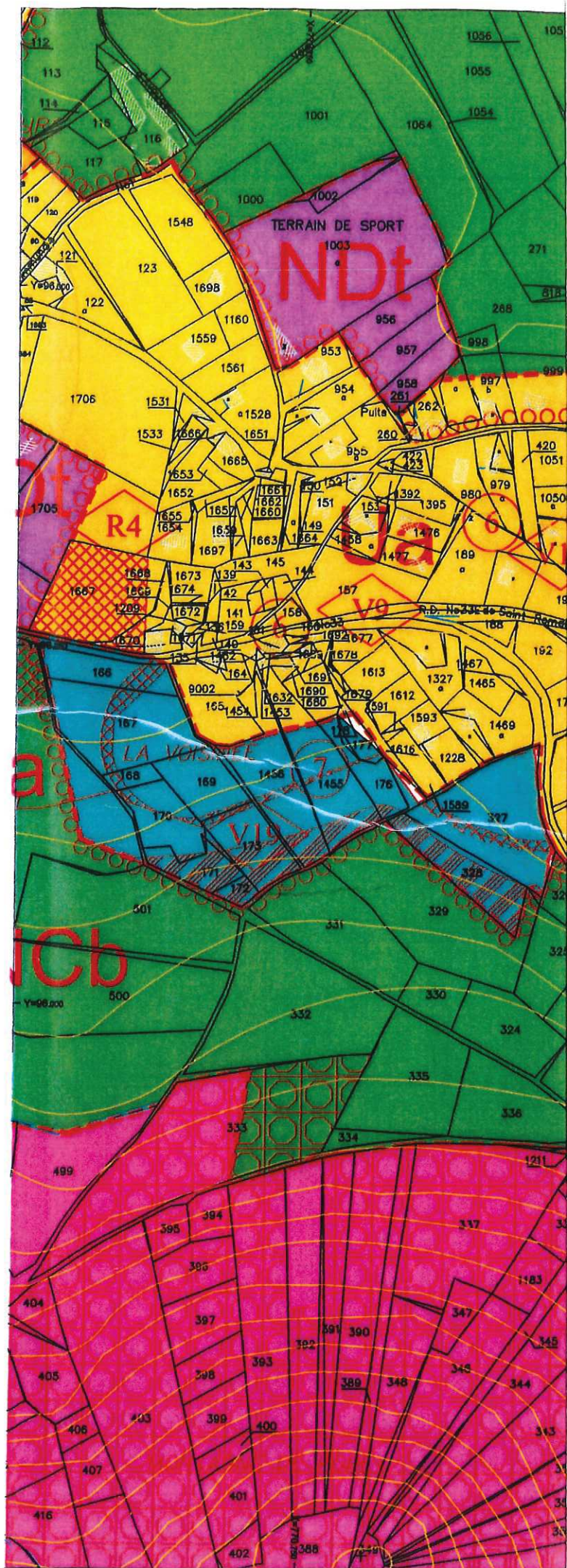
En conclusion, on peut dire que la révision simplifiée permet d'entériner, de conforter et de pérenniser une situation existante.





# ANNEXE I











Nombre de conseillers :  
en exercice : 14  
présents : 13  
votants : 13

**Objet :** N° 05.44  
Approbation révision  
simplifiée N° 2 du POS  
(zone loisirs)

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille cinq  
Le 21 décembre 2005  
le conseil municipal de ST ROMAIN DE POPEY,  
dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire,  
à la Mairie, sous la présidence de M. François MICHALLET, Maire

Date de convocation du conseil municipal : 13 décembre 2005

Présents : MM. MICHALLET, DESBOIS, JOYET, GIRAUD P., DENIS,  
BERTHOLLIER, GIRAUD R., TRICAUD, NOVE-JOSSERAND,  
EYRAUD, RENARD, BONNEFOY, CHARLET.  
Absent excusé : Jean Michel COQUARD

Madame GIRAUD Renée a été nommée secrétaire.

Monsieur le Maire expose au Conseil municipal que, conformément à l'article L. 123-19 du Code de l'Urbanisme, il a engagé la procédure de révision simplifiée du Plan d'Occupation des Sols approuvé de la commune de Saint-Romain-de-Popey.

Cette révision est initiée par le Maire de la commune lorsque la révision a pour seul objet la réalisation d'une construction ou d'une opération à caractère public ou privé, présentant un intérêt général pour la commune ou tout autre collectivité.

La présente procédure a pour objet la modification du plan de zonage. Une partie de la zone NCb au lieudit « Le Guerret » est déclassée. Ces terrains sont reclassés en zone NDt dont le règlement général s'applique. Un indice 1 est créé afin que l'activité du terrain de camping puisse perdurer et que la capacité d'accueil puisse augmenter.

Le dossier de révision simplifiée n° 2 envisagée est composé de :

- Rapport de présentation
- Plan de zonage avant révision
- Plan de zonage après révision
- Règlement
- Annexe 1 : Notice du projet envisagé.



- notifié le 5 Août 2005 aux autorités mentionnées à l'article L 123-9 et L. 123-13 du Code de l'Urbanisme, à savoir ; " ... soumis pour avis aux personnes publiques associées à son élaboration ainsi que, à leur demande, aux communes limitrophes, aux établissements publics de coopération intercommunale directement intéressés, ainsi qu'à l'établissement public chargé d'un schéma de cohérence territoriale dont la commune est limitrophe, lorsqu'elle n'est pas couverte par un tel schéma. Ces personnes donnent un avis dans les limites de leurs compétences propres, au plus tard trois mois après transmission du projet de plan ; à défaut, ces avis sont réputés favorables."
- Soumis à enquête publique d'une durée de 33 jours, du 25 octobre 2005 au samedi 26 novembre 2005 à 12 heures inclus.

A l'issue de cette enquête, M. André Drevon, Commissaire Enquêteur, désigné par l'ordonnance en date du 11 juillet 2005 de Monsieur le Président du tribunal Administratif de Lyon, a remis un rapport dont il ressort que le





projet de zone NDt1 permettra au camping présent dans la commune de changer de statut et ainsi de fonctionner toute l'année en accroissant légèrement son nombre d'emplacements, que ce changement de statut en permettant une activité plus soutenue contribuera à la pérennisation de ce camping, camping qui présente un intérêt pour la commune, que le projet de zone NDt1 concerne pour l'essentiel des terrains déjà affectés à l'activité du camping et porte très marginalement sur des terrains affectés aujourd'hui à l'agriculture.

Par conséquent, il a émis un avis favorable au projet de révision simplifiée du Plan d'Occupation des Sols portant sur la création d'une zone NDt1. Toutefois, il souhaitait que le rapport de présentation du dossier du projet de révision simplifiée soit complété par des éléments de diagnostic et par un volet environnement et nuisances pour les riverains.

En fonction des observations ainsi formulées par le Commissaire Enquêteur, les modifications suivantes ont été apportées au dossier initial:

- Un nouveau paragraphe intitulé "Environnement et nuisance" est créé. Il comporte 5 photographies panoramiques. Des commentaires concernant le diagnostic, le volet environnemental et les nuisances pour les riverains sont ajoutés.
- Le paragraphe intitulé "Circulation et Trafic" est enrichi de nouveaux commentaires.
- Une annexe est créée afin de prendre en compte les photographies du rapport de présentation. L'angle des prises de vue de chaque photo est ajouté.

Monsieur le Maire invite le Conseil Municipal à délibérer

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, par 13 voix pour, 0 voix contre et 0 abstentions,

VU le Code Général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 123-13 et R. 123-19

CONSIDERANT que la Révision Simplifiée du Plan d'Occupation des Sols qui lui est soumise:

- La création d'une zone NDt1 au détriment de la zone NCb pour une surface de 9 900 m<sup>2</sup> doit permettre la pérennité du camping.
- Le changement de zonage permettra au camping de devenir "Camping classé". Il respectera la Charte des gîtes de France et pourra fonctionner toute l'année.
- Le classement du site en "Camping classé" peut créer des emplois.
- Le camping participe à travers ses occupants au commerce local (boulangerie, épicerie, restaurants de la commune.) et des communes voisines.
- Le camping permet de faire connaître la commune et de multiplier son nombre de participants aux manifestations locales. Il faut préciser qu'il n'y a pratiquement pas d'offre de campings entre Tarare et l'Arbresle et que celui-ci propose une offre permettant de promouvoir la région du Beaujolais, les Monts de Tarare, les circuits pédestres ...

Ce changement de zonage qui, à terme, doit permettre au camping de subsister, représente bien un caractère d'intérêt général pour la commune.

CONSIDERANT l'avis du Commissaire Enquêteur

- APPROUVE la révision simplifiée n° 2 de la commune
- DIT que la présente délibération sera soumise aux mesures de publicité et d'information édictées à l'article R. 123-25 du Code de l'Urbanisme.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.  
Pour copie conforme,  
Le Maire,







DÉPARTEMENT DU RHÔNE  
Communauté de L'OUEST RHODANIEN  
Commune de SAINT-ROMAIN DE POPEY

A Saint-Romain de Popey, le 22.07.2020

DREAL  
63 Avenue Roger Salengro  
69100 VILLEURBANNE

Nos références : PG/VP-2020-50

**Objet : dossier de demande d'examen préalable pour évaluation environnementale  
Projet d'aménagement d'un camping existant**

Madame, Monsieur

Vous trouverez ci-joint le dossier de la SCI FLACHE SALOT.

Je vous confirme que ce camping a été créé en 1972 et exploité par M et Mme FLACHE jusqu'en 2002. Il a ensuite été repris par M BRETONNIER Frédérique.

A la demande de M BRETONNIER, en 2005 une révision simplifiée du Plan d'Occupation des Sols a été faite par la commune pour permettre le classement en NDT du terrain du camping et ainsi permettre son évolution.

Vous trouverez en pièce jointe la révision du POS approuvée en 2005 ainsi que le permis d'aménager délivré à M BRETONNIER le 8 Août 2006.

Aujourd'hui M SALOT et Mme FLACHE sont les nouveaux propriétaires de ce camping et souhaitent pouvoir aménager ce camping en parc résidentiel de loisirs avec une capacité d'accueil de 23 emplacements d'habitations légères de loisirs.

Le projet a été présenté à la commune qui est très favorable à cet aménagement et permettra au secteur de compléter l'offre de logements résidentiels et de développer le tourisme et le commerce local.

C'est la raison pour laquelle nous vous demandons de bien vouloir étudier le dossier présenté dans les meilleurs délais afin que les pétitionnaires puissent rapidement faire aboutir leur projet.

Je reste à votre disposition pour échanger sur ce sujet.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pascal GIRAUD,  
1<sup>er</sup> Adjoint délégué à l'urbanisme

Commune de Saint Romain de Popey – 22 place de la Mairie 69490 Saint-Romain de Popey

Tél : 04.74.05.82.66 – Fax : 04.74.05.85.18 –  
courriel : [mairie.stromaindepopey@gmail.com](mailto:mairie.stromaindepopey@gmail.com)







**Commune de Saint-Romain-de-Popey**

**Dossier n° CU 69234 17 00038**

**Date de dépôt : 02/08/2017**

**Demandeur : Monsieur Frédéric BRETONNIER**

**Pour : Continuité d'aménagement d'un camping (2ème tranche) sur la parcelle B1202 et B426 (surfaces à définir) environ 140m2**

**Adresse terrain : 829 route de Savigny**

**Le Guerret 69490 SAINT-ROMAIN-DE-POPEY**

**CERTIFICAT D'URBANISME OPÉRATIONNEL**

délivré au nom de la commune

**Opération réalisable**

**Le maire de Saint-Romain-de-Popey,**

Vu la demande présentée le **02/08/2017** par **Monsieur Frédéric BRETONNIER** demeurant 2 rue Vigneron

69170 TARARE, en vue d'obtenir un certificat d'urbanisme :

- indiquant, en application de l'article L.410-1 b) du code de l'urbanisme, les dispositions d'urbanisme, les limitations administratives au droit de propriété et la liste des taxes et participations d'urbanisme applicables à un terrain :
- cadastré B1170 . B1202 . B426 . B427 . B429 . B430 . B431 . B432 . B433 . B439
- situé 829 route de Savigny, le Guerret 69490 SAINT-ROMAIN-DE-POPEY

et précisant si ce terrain peut être utilisé pour la réalisation d'une opération consistant en la continuité d'aménagement d'un camping (2ème tranche) sur la parcelle B1202 (surfaces à définir) et réfection des locaux professionnels et de l'habitation principale sur la parcelle B426 pour environ 140m2 ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.410-1, R.410-1 et suivants ;

Vu l'arrêté du Maire n°02-2014 du 15 avril 2014 donnant délégation de signature à M Pascal GIRAUD pour tous les actes relatifs à l'instruction et à la délivrance des autorisations d'occupation du sol ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 17/07/2014 et annulé en date du 13/04/2017 ;

Vu le plan d'occupation des sols approuvé le 02/11/1981, modifié le 22/02/1984, 13/02/1998, 14/06/2000 et le 19/09/2005, et révision simplifiée du 21/12/2005 ;

Vu la délibération du 04/05/2017 prescrivant la révision du plan d'occupation des sols ;

Vu les informations complémentaires fournies en date du 16/09/2017 ;

Vu l'avis de la Maison du Rhône de Tarare en date du 28 août 2017 ;

Vu l'avis Favorable avec prescriptions de Enedis en date du 28 août 2017 ;

Vu l'avis Favorable avec prescriptions du Syndicat intercommunal des Ea ;ux de la Région de TARARE en date du 05 septembre 2017

Vu l'avis Favorable avec prescriptions de la Communauté d'Agglomération de l'Ouest Rhodanien - Service Assainissement en date du 20 septembre 2017 ;

**CERTIFIE**

**Article 1**

**Le terrain objet de la demande peut être utilisé pour la réalisation de l'opération envisagée sous réserves que :**

- les travaux de réfection concernant une construction existante dont le clos et le couvert sont encore assurés à la date de la demande et dont l'emprise au sol est au moins égale à 45 m² ;





- Le camping ne devra s'étendre qu'en zone NDt.
- L'accès au camping devra répondre aux critères géométriques et de visibilité nécessaires à la sécurité des usagers. Les préconisations établis par la maison du Rhône seront donc prises en compte.

## Article 2

Le terrain est situé dans une commune dotée d'un plan d'occupation des sols susvisé.

Les articles suivants du code de l'urbanisme sont notamment applicables :

- art. L.111-6 à L111-10, art. R111-2, R.111-4, R.111-26 et R.111-27;
- La commune de Saint-Romain-de-Popey est considérée comme commune de montagne au sens de la loi n°85-30 du 9 janvier 1985.
- La commune est située dans une zone de sismicité faible (zone 2)

Votre terrain est soumis au(x) zonage(s) suivant(s) :

- NCb : Zone agricole ordinaire constructible pour les exploitations agricoles
- NDt : Zone naturelle à vocation touristique et de loisirs

Le terrain est grevé des servitudes d'utilité publique suivantes :

- *Le terrain est situé en zone blanche au plan de prévention des risques naturels Brévenne-Turdine*

Autres servitudes applicables au terrain :

- Le terrain est concerné par une limitation particulière d'implantation des constructions : trouée.

**POUR INFORMATION :** La commune est située sur un secteur où ont été recensées des formations argileuses et marneuses. Il apparaît par conséquent, un risque lié au retrait-gonflement des argiles pour la commune. L'attention du demandeur est attirée sur les risques relatifs aux mouvements de terrains liés à l'existence d'argiles sur le territoire de la commune. Nous vous invitons à consulter la carte aléa retrait-gonflement des argiles accessible sur le site internet du Bureau de Recherches Géologiques et Minières (<http://www.argiles.fr/>) qui permet de localiser les secteurs soumis à ces risques et présente également les principales mesures envisageables pour réduire l'ampleur du phénomène et ses conséquences sur le bâti.

## Article 3

L'état des équipements publics existants ou prévus est le suivant :

Equipement	Desserte assurée	Desserte suffisante
Voirie	Oui	En l'état actuel, l'accès ne répond pas aux critères géométriques et de visibilité nécessaires à la sécurité des usagers. L'avis de la maison du Rhône sera pris en compte.
Eau potable	Oui	Les branchements domestiques restent à la charge du demandeur. Une conduite en fonte grise Ø60 traverse la parcelle. Un traçage précis sur le terrain en présence du délégataire sera impératif avant le début de la construction. Une servitude sera obligatoirement établie entre le propriétaire le SIE région de Tarare.
Electricité	Oui	L'opération ne relève d'un branchement pour un particulier. L'étude technique sera réalisée lors de l'instruction de l'autorisation d'urbanisme ou de la demande de raccordement.
Assainissement	Oui	Le demandeur devra prendre en compte l'avis du service assainissement pour la gestion des eaux usées et des eaux pluviales.





*Cette parcelle est surplombée par une ligne électrique aérienne ou traversée par un câble électrique souterrain, les constructions érigées sur ce terrain devront donc respecter les distances réglementaires de sécurité décrites dans l'arrêté technique du 17 mai 2001. Si ces constructions ne pouvaient se trouver à distance réglementaire des ouvrages, alors ceux-ci devront être mis en conformité. Dès l'acceptation du permis le pétitionnaire devra demander une étude à ERDF pour déterminer les solutions techniques et financières à mettre en œuvre.*

#### Article 4

Les taxes suivantes pourront être exigées à compter de l'obtention d'un permis ou d'une décision de non opposition à une déclaration préalable :

Nom	Type	Taux
Redevance d'Archéologie Préventive	RAP	0.4%
Taxe d'aménagement	TA	Part communale : 3,50 % Part départementale : 2,50 %

#### Article 5

Les participations ci-dessous pourront être exigées à l'occasion d'un permis ou d'une décision de non opposition à une déclaration préalable. Si tel est le cas elles seront mentionnées dans l'arrêté de permis ou dans un arrêté pris dans les deux mois suivant la date du permis tacite ou de la décision de non opposition à une déclaration préalable.

**Participations exigibles sans procédure de délibération préalable.**

☒ Participations pour équipements publics exceptionnels (article L 332-8)

**Participations préalablement instaurées par délibération.**

☒ Participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC)

#### Article 6

Des frais d'instruction seront demandés au moment du dépôt des demandes d'urbanisme selon la délibération du 12 janvier 2017 fixant les frais d'instruction pour les demandes d'urbanisme.

#### Article 7

Lors du dépôt d'une déclaration préalable ou d'une demande de permis, un sursis à statuer pourra être opposé en raison de l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme selon l'article L 153-11 du code de l'urbanisme.

#### Article 8

Préalablement à la réalisation de votre projet, les formalités suivantes pourront être nécessaires en fonction de votre projet :

- permis d'aménager
- permis de construire ou déclaration préalable

Fait à Saint-Romain-de-Popey, le

26/9/17

L'adjoint délégué à L'urbanisme

GIRAUD Pascal





*La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales*

Le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

**Durée de validité :** Le certificat d'urbanisme a une durée de validité de 18 mois. Il peut être prorogé par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée du certificat pour lequel vous demandez la prorogation au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

**Effets du certificat d'urbanisme :** le certificat d'urbanisme est un acte administratif d'information, qui constate le droit applicable en mentionnant les possibilités d'utilisation de votre terrain et les différentes contraintes qui peuvent l'affecter. Il n'a pas valeur d'autorisation pour la réalisation des travaux ou d'une opération projetée.

Le certificat d'urbanisme crée aussi des droits à votre égard. Si vous déposez une demande d'autorisation (par exemple une demande de permis de construire) dans le délai de validité du certificat, les nouvelles dispositions d'urbanisme ou un nouveau régime de taxes ne pourront pas vous être opposées, sauf exceptions relatives à la préservation de la sécurité ou de la salubrité publique.





# ANNEXE II

